



Élections du Conseil d'Administration, de la Commission de la Recherche et de la
Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

F.S.U. SCRUTIN DU 28 NOVEMBRE AU 30 NOVEMBRE 2023

Retrouvons le sens du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche !

Nous affirmons que la véritable richesse de notre université, ce sont les femmes et les hommes qui la constituent, et qui lui insufflent leur passion pour construire et partager le savoir. Nous tirons les conséquences de cette affirmation : *confiance, respect, responsabilisation, écoute* seront les valeurs cardinales qui nous guideront dans les mandats que vous nous confierez.

Ces valeurs ont été largement ignorées au cours des mandats précédents. Les principes fondamentaux d'une véritable « démocratie participative » n'ont pas été respectés, générant un sentiment croissant de « perte du sens de notre métier ». **La construction à marche forcée de l'Établissement Public Expérimental, puis du Grand Établissement, a produit plusieurs surcouches qui éloignent des personnels les centres de décision.** Aux contacts directs interhumains se sont substituées plusieurs strates décisionnelles impersonnelles exigeant toujours plus de paperasse, produisant toujours plus de complexité, et permettant à l'équipe présidentielle de gouverner sans rendre de réels comptes non seulement à ses électeurs, mais aussi au Conseil d'Administration. Dernier exemple en date, nous avons appris par [la presse](#) la décision du Président, en plein accord avec lui-même, d'expérimenter le « [rapport Gillet](#) », décision qu'il a prise sans même en informer son Conseil d'Administration !

1. Nous voulons reconstruire la démocratie participative pour garantir de bonnes conditions de travail et retrouver des dynamiques collectives

Nous œuvrerons pour la reconstruction d'un véritable dialogue social. Celui-ci a été gravement mis à mal ces dernières années. Ainsi, comment est-il possible que [nos propositions de modifications des statuts du « Grand Établissement »](#) n'aient jamais pu être discutées en Conseil d'Administration ? Et pourquoi notre proposition de consultation des personnels sur leur perception du Grand Établissement a-t-elle été rejetée, au profit d'un questionnaire superficiel qui ne permettait aucune expression de fond ? Qui a peur de l'avis des personnels de cette université ?

La mise en œuvre du « respect » passe d'abord par la **lutte contre toutes les formes de discrimination et d'injustice**, notamment les inégalités entre femmes et hommes. Comme nous l'avons fait au cours du mandat précédent, nous dénoncerons, au sein des conseils et des commissions, les processus de mise en concurrence et de primes de fonction ou de mérite. A l'inverse, nous défendrons l'harmonisation par le haut des conditions de travail et de rémunération dans la mise en place du Grand Établissement UGA. **Nous militerons pour une augmentation des rémunérations pour tous les personnels** en respectant un principe d'équité entre les catégories BIATSS et entre enseignants-chercheurs et enseignants du second degré.

Nous œuvrerons pour la **mise en cohérence des briques institutionnelles mal ajustées du Grand Établissement**. Par exemple, il est aberrant que l'UGA n'ait pas un Comité Social d'Administration commun (même le rapport du Hcéres sur la sortie de l'expérimentation, pourtant peu inquisiteur, incite fortement l'UGA à se doter d'un CSA commun) ! Nous exigerons également la clarification du statut boiteux de l'« UGA hors établissements-composantes », OVNI sans existence juridique qui apparaît dans les statuts du Grand Établissement.

Nous lutterons pour **une réelle transparence du fonctionnement de l'UGA**. Par exemple, il est choquant qu'il nous ait fallu faire appel à la Commission d'Accès aux Documents Administratifs pour avoir accès au rapport de l'Inspection Générale de l'ESR (IGESR) sur le « Diagnostic économique de l'Université Grenoble Alpes ».

Nous lutterons contre les manquements à la déontologie, et exigerons que les recommandations des instances déontologiques soient mises en œuvre (il est incompréhensible que les multiples manquements à la déontologie condamnés par un tribunal et confirmés par les instances déontologiques – [voir pages 26 à 28 du n°428 de la revue VRS](#) – n'aient pas conduit à la discussion de nos propositions de modification de l'article « déontologie » des statuts).

2. Sur la trajectoire financière, nous défendons des choix de service public alternatifs aux options de précarisation croissante de la trajectoire actuelle

Les suppressions de postes, le grignotage progressif de l'emploi statutaire et le remplacement par des contractuels sont au cœur de la « trajectoire de retour à l'équilibre » imposée par l'équipe présidentielle sortante et que nous avons fortement combattue. Ce grignotage produit des effets pervers multiples, avec des embauches de personnels précaires dans des conditions très dégradées, et une pression croissante sur les titulaires au travail de plus en plus morcelé. Aujourd'hui comme hier, **nous défendons l'emploi statutaire, pour tous les métiers de l'université**, seul cadre viable pour assurer des conditions de salaire et d'exercice dignes, efficaces et conformes à la mise en œuvre d'un véritable service public de la formation et de la recherche. Nous nous battons contre le renforcement de toutes formes de précarités, soutiendrons les mouvements des précaires et agirons pour la défense des processus de titularisation des contractuels. Dans ce contexte dégradé, nous œuvrerons pour obtenir du MESR la prise en charge des surcoûts liés à la mise en place du Grand Établissement (surcoûts dont la réalité est soulignée par le rapport de l'IGESR). En parallèle, nous nous battons pour **obtenir que d'autres orientations budgétaires soient proposées aux personnels et débattues largement avec eux**, dans les conseils centraux mais aussi dans un cadre de démocratie participative plus large. Nous veillerons à ce que l'articulation formation-recherche fasse l'objet d'une évaluation attentive par le CAC éclairé par les avis des conseils de composantes, des laboratoires et des pôles de recherche, tant pour tout ce qui touche aux enjeux individuels de carrière, qu'aux projets collectifs. Nous continuerons à lutter pour **l'abandon de la politique d'appels à projets incessants** au profit d'une politique de financement transparent et harmonisé des laboratoires et des équipes faisant de la dotation de base aux composantes élémentaires de formation et de recherche, l'outil principal de financement et de soutien des projets, dans la mise en œuvre sincère d'une réelle subsidiarité.

3. Nous œuvrerons pour garantir le plus large accès au savoir

Pour assurer **une offre de formation de qualité, disponible pour tou-te-s**, nous défendons une politique de structuration sur la base des besoins et des capacités de formation, et définie en dialogue étroit avec les équipes et les composantes. Comme nous l'avons fait dans la période précédente, nous nous opposerons à la mise en place de bricolages et de décisions souvent opaques, associant restrictions budgétaires sur l'offre de formation et mise en concurrence des équipes et de projets.

Plus que jamais, dans un contexte de sélection rampante et de restriction des voies d'accès à l'université orchestrées par les plateformes « *Parcoursup* » ou « *Mon Master* », qui ne sont rien d'autres que des outils de gestion de la pénurie de moyens, nous défendons **le droit des étudiants d'accéder aux études supérieures ou de poursuivre dans la filière de leur choix en fonction de leur diplôme**. Nous interviendrons systématiquement dans les conseils pour rappeler ce principe. Par ailleurs, nous nous battons contre les projets de hausse des frais d'inscription, avec une vigilance particulière concernant les étudiants étrangers, déjà attaqués dans la période précédente.

N'oublions pas que le désinvestissement régalien n'a d'autre objectif que la privatisation des universités et le transfert du financement de l'enseignement supérieur de l'État aux familles, et donc un renforcement des inégalités.

4. Nous prendrons à bras le corps les enjeux environnementaux

La question de la soutenabilité même de nos activités de formation et de recherche est posée de plus en plus fortement, à la fois par les étudiant·e·s qui nous interrogent sur les enjeux et les perspectives de leurs études, et par les collègues, notamment les plus jeunes, qui ont un besoin impérieux de remettre du sens dans leurs activités professionnelles. La réponse actuelle de l'UGA est faible, voire cosmétique.

Nous agirons pour **mettre ces enjeux, majeurs, au cœur de la politique** pour la formation (déploiement massif d'un cours sur les transitions), la recherche et les pratiques professionnelles à tous les niveaux. Nous demanderons que soient poursuivies et étendues toutes les actions de diminution des coûts énergétiques de nos activités, et que les enjeux de rénovation thermique des bâtiments actuels soient mis en toute première priorité dans la politique immobilière. **Nous mettrons au cœur de notre action la défense de toutes les initiatives individuelles, de tous les projets collectifs** permettant de réfléchir à nos pratiques ensemble et dans une perspective interdisciplinaire large. C'est aussi et peut-être avant tout sur ce terrain que pourra se reconstruire une passion collective pour les enjeux et le rôle de l'université et pour les métiers qui en assurent le bon fonctionnement.

Sur tous ces enjeux, nous revendiquons d'être un syndicat de défense des personnels, faisant entendre leur voix et les appelant, chaque fois que nécessaire, à se faire entendre. Le rôle des élus est d'être force de proposition mais aussi de savoir s'opposer quand la politique mise en œuvre est contraire aux intérêts des étudiants et des personnels, et de ne pas se contenter de l'abstention comme seul moyen d'expression d'un désaccord. Nous pensons que cette conception d'un syndicalisme d'action collective est essentielle.

Nous avons besoin de votre soutien et de votre engagement pour la porter. Votez et faites voter FSU !